

Début du recrutement des cadres de l'armée burundaise

PANA, 09/10/2008 - Bujumbura, Burundi - L'Institut supérieur des cadres militaires du Burundi (ISCAM) a entamé, jeudi, un long et complexe processus de recrutement de nouveaux candidats officiers au terme duquel sera retenu un nombre égal de jeunes hutu et tutsi dans le souci d'équilibrer ethniquement le haut commandement de la Force de défense nationale (FDN), a-t-on appris de source militaire à Bujumbura. Les soucis d'équilibre ethnique au sein de la nouvelle armée burundaise ont commencé à se faire sentir au lendemain de la signature de l'accord global de cessez-le-feu de novembre 2003 entre le Conseil national pour la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, ex-principale rébellion hutu actuellement au pouvoir) et l'armée républicaine dominante tutsi (ethnie minoritaire). Quelque 400 candidats d'ethnies, régions et sexes différents, se sont à nouveau présentés jeudi dans les centres de présélection pour une centaine de places disponibles à répartir équitablement entre jeunes hommes et femmes hutu et tutsi, a fait savoir à la presse, le chef d'état-major général adjoint en charge de la formation au ministre burundais de la défense nationale, le général de Brigade, Salvator Harusha. L'Institut supérieur des cadres militaires pourrait également innover cette année, en ouvrant ses portes aux premiers candidats officiers Batwa (Pygmées) du Burundi, selon la même source. Les membres de cette communauté ethnique minoritaire d'à peine 1% de la population doivent leur reconnaissance à l'autre accord inter-burundais d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale, après avoir longtemps vécu en marge de la société burundaise. L'accord politique d'Arusha préconise, en effet, un partage plus équitable des responsabilités entre toutes les composantes de la société burundaise. L'autre innovation de taille, dans le recrutement de cette année à l'ISCAM, est que les tests de présélection ont eu lieu dans les 17 provinces du pays pour respecter, cette fois-ci, les équilibres régionaux, a encore fait savoir, le général Harusha. Chaque province devra présenter dix candidats ethniquement équilibrés au test final d'entrée à l'ISCAM, d'après la même source militaire gouvernementale. Le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) avait également été invité à présenter des candidats officiers à former à l'ISCAM avant de décliner l'offre sous prétexte qu'il n'y avait pas d'accord global et définitif de cessez-le-feu entre cette dernière rébellion encore active dans le pays et l'Etat burundais. D'autres formes encore plus profondes, au sein des corps de défense et de sécurité, doivent se poursuivre et visent à la fin à doter le Burundi d'une armée de 25.000 hommes et d'une nouvelle Police nationale de la taille de 15.000 éléments au terme du processus de démobilisation du surplus d'ex-combattants rebelles et gouvernementaux ayant pris une part active dans la guerre civile de ces 14 dernières années.